



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 30 – Du 22 au 28 juillet 2022

En bref

Afghanistan : Signature d'un accord avec l'Iran pour l'importation de pétrole.

Bangladesh : 10 Mds USD d'aide étrangère mobilisés en 2021/22. Sixième table ronde de l'IFC : la moitié de la population vivra en ville d'ici 2030.

Bhoutan : Progression de l'inflation à 6,5% en juin.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Le FMI ramène ses prévisions de croissance à 7,4% et revoit à la hausse ses prévisions d'inflation à 7,4%. La BaSD revoit à la baisse ses prévisions de croissance à 7,2% et réhausse ses prévisions d'inflation à 6,7%. La FICCI et Morgan Stanley revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2022/23. IDE en hausse en 2021/22. *Politique monétaire* : Les réserves de la Banque centrale chutent de 7,5 Mds USD en une semaine. *Finances publiques* : La dette de l'Etat central atteint 58,7% du PIB en 2021/22 et la dette publique totale 82,6%. Hausse des recettes fiscales au T1 2022/23. *Politique commerciale* : Commerce bilatéral en hausse avec le CCG. *Informations sectorielles* : Audit général de la DGCA pour vérifier la disponibilité du personnel de maintenance qualifié. Réduction des autorisations de vols de SpiceJet à la moitié des programmes précédemment accordés cet été. Contrat entre Vistara et Ultramain System pour la gestion de vol électronique. Akasa Air ouvrira une liaison Bangalore-Mumbai le 19 août 2022.

Maldives : Déficit budgétaire stable (+0,5%) au S1 2021. Inflation en hausse à 5,2% en g.a. en juin. Communiqué de mission du FMI.

Népal : Publication des orientations de la politique monétaire. Hausse du déficit commercial du Népal de 23% en 2021/22. Signature d'un accord d'assistance avec la JICA.

Pakistan : Risque d'accrocs dans l'accord entre le Pakistan et le FMI : Fitch et S&P dégradent leur perspective. Forte réévaluation des besoins de financement du Pakistan en 2022/23 par le ministère des Finances. Dépréciation de la roupie de 13,75% en dix jours, chute de la Bourse de 1500 pts cette semaine.

Sri Lanka : Le FMI recommande d'engager des négociations de restructuration de la dette avec la Chine. Prêt de 150 MUSD de la SFI à Dialog Axiata PLC.

Afghanistan

Signature d'un accord avec l'Iran pour l'importation de pétrole

Les autorités talibanes ont conclu avec l'Iran un accord d'importation de pétrole iranien à l'occasion de la visite d'une délégation afghane. L'accord prévoit l'importation de 350 000 tonnes et selon les autorités talibanes le pétrole serait acheté au « juste prix ».

Cet accord intervient alors que l'Afghanistan est confronté à des difficultés d'approvisionnement et à une hausse des prix. Les parties se sont également entendues sur l'instauration d'un comité conjoint chargé de proposer des solutions pour faciliter le commerce et le transport de produits pétroliers.

Bangladesh

10 Mds USD d'aide étrangère mobilisés en 2021/22

Le recours à l'aide étrangère a atteint un nouveau record de 10 Mds USD au cours de l'exercice 2021/22, principalement mobilisée dans le cadre des campagnes de vaccination, d'un soutien budgétaire ponctuel, de la reprise économique après la pandémie et de la mise en œuvre de grands projets. Il s'agit du décaissement d'aide au développement le plus élevé jamais enregistré par le Bangladesh, supérieur de 25,7% aux 8 Mds USD fournis en 2020/21, selon les données de la Division des relations économiques (ERD). Le gouvernement bangladais cible près de 13 Mds USD d'aide au développement pour l'exercice en cours.

Répartition de l'aide en fonction des partenaires

Principaux partenaires	Montant Mds USD	Principaux secteurs
Banque asiatique de développement	2,6	Vaccination anti-Covid et soutien budgétaire
JICA (Japon)	2,2	Infrastructures dont le métro de Dhaka
Banque mondiale	1,7	Lutte contre le Covid
Russie	1,2	Nucléaire (centrale de Rooppur)
Chine	1	Divers
Inde	0,3	Divers

Sixième table ronde de l'IFC : la moitié de la population vivra en ville d'ici 2030

Pour réfléchir aux solutions à apporter aux conséquences du réchauffement climatique, la Société Financière Internationale (SFI) du Groupe Banque mondiale organise depuis octobre 2021 des tables rondes sur le thème du logement au Bangladesh. La sixième et dernière s'est tenue le 27 juillet. A l'issue, la SFI a suggéré l'établissement d'un comité de travail composé de représentants du gouvernement et du secteur privé dans le but de réaliser les étapes de la feuille de route convenue lors de la réunion.

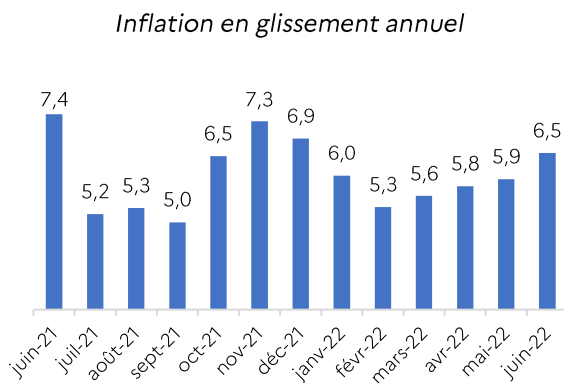
A l'occasion de cette table ronde, la SFI a estimé que la moitié de la population vivra en ville d'ici 2030 contre 39% aujourd'hui. Cet exode rural nécessiterait des investissements à hauteur de 4 900 Mds BDT soit 52 Mds USD pour la construction de 3,5 M de logements.

Dans le cadre de ce soutien au secteur, la SFI a souscrit à la toute première obligation privée pour le logement au Bangladesh, émise par la Brac Bank Limited, investissant jusqu'à l'équivalent de 50 M USD en taka pour aider la Brac Bank à développer son programme de logements abordables.

Bhoutan

Progression de l'inflation à 6,5% en juin

L'inflation atteint 6,54% en glissement annuel au mois de juin contre 5,95% en mai, selon le [Bureau national des statistiques](#). L'inflation revient ainsi au-dessus de la barre des 6% après quatre mois, tirée par la hausse des prix des biens non alimentaires (+7,8%) et en particulier du carburant qui progresse de 14,7% en g.a. Les prix des produits alimentaires progressent quant à eux de 5,1%. Les produits alimentaires comptent pour près de 46% du calcul de l'inflation et le carburant (catégorie « Transport »), 15,6%. En glissement mensuel, les prix diminuent légèrement de 0,4% en juin après -0,5% en mai.



Inde

Indicateurs macro-économiques

Le FMI ramène ses prévisions de croissance de 8,2% à 7,4% et revoit à la hausse ses prévisions d'inflation de 6,6% à 7,4%

Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2022/23 (avril-mars) à 7,4%, contre 8,2% auparavant. Les prévisions avaient déjà été ramenées de 9% à 8,2% en avril du fait des inquiétudes liées à l'inflation et à la guerre en Ukraine. Le FMI a expliqué que cette nouvelle révision reflétait des

conditions externes moins favorables dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, revue elle aussi à la baisse à 3,2% pour 2022 (une baisse de 0,4 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril), après une croissance de 6,1% en 2021.

Le FMI a par ailleurs réhaussé ses prévisions d'inflation pour l'Inde à 7,4%, soit une hausse de 0,8 points de pourcentage par rapport aux estimations précédentes. Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions d'inflation dans le monde, à 6,6% pour les économies avancées et à 9,5% pour les pays en développement, soit une hausse de 0,9 et 0,8 points de pourcentage respectivement.

La BaSD revoit à la baisse ses prévisions de croissance à 7,2% et réhausse ses prévisions d'inflation à 6,7%

La Banque asiatique de développement (BAsD) a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB réel de 0,3 points de pourcentage pour l'exercice budgétaire 2022/23, ramenées à 7,2% contre 7,5% auparavant. La BAsD cite la forte inflation, la poursuite du resserrement monétaire par la Banque centrale indienne (RBI) et la récession mondiale qui se profile comme autant de raisons qui justifient cette révision. La BAsD s'aligne ainsi sur les prévisions de la RBI (Banque centrale indienne), prévoyant elle aussi une croissance de 7,2% pour 2022/23. Les prévisions des autres institutions et bailleurs multilatéraux se situent pour la plupart au-dessus de ce niveau, bien que plusieurs entités aient récemment revu leurs prévisions à la baisse (voir tableau).

La BAsD a également revu à la hausse ses prévisions d'inflation pour l'exercice 2022/23, portées de 5,8% à 6,7%. La BAsD suit ici encore le même mouvement que la RBI, qui avait revu à la hausse ses prévisions d'inflation de 1 point de pourcentage pour l'exercice 2022/23, en les portant de 5,7% en avril à 6,7% (voir [brèves n°23](#)). Pour rappel, la cible d'inflation de la RBI est de 4-6%.

La FICCI et Morgan Stanley revoient à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2022/23

La FICCI (*Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry*) a ramené ses prévisions

de croissance pour 2022/23 de 7,4% à 7%, expliquant que la guerre en Ukraine risque de maintenir l'inflation à un niveau élevé et de peser sur la demande. Morgan Stanley a également revu ses prévisions à la baisse à 7,2%, contre 7,6% précédemment, citant le ralentissement du commerce mondial.

	2022/23 (juin)	2022/23 Révisé	2023/24
OCDE		6,9%	6,2%
FMI	8,2%	7,4%	6,9%
BAAsD	7,5%	7,2%	8%
Banque mondiale	8%	7,5%	7,1%
RBI	7,2%	7,2%	
S&P	7,8%	7,3%	6,5%
Fitch	8,5%	7,8%	
Morgan Stanley	7,6%	7,2%	6,7%
FICCI Survey	7,4%	7%	

IDE en hausse en 2021/22

Les investissements directs étrangers (IDE) ont été portés à 84,8 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2021/22, contre 82 Mds USD en 2020/21, soit une hausse de 3,5%. Il s'agit du plus important volume d'IDE entrants jamais observé, faisant de l'Inde le septième récepteur d'IDE au sein du G20. Les cinq premiers pays contributeurs en 2021/22 sont Singapour (27%), les Etats-Unis (18%), Maurice (16%), les Pays-Bas (8%) et la Suisse (7%). Les cinq secteurs ayant reçu le plus d'IDE sont l'IT (25%), les services (12%), l'automobile (12%), le trading (8%) et la construction (5,5%). En particulier, l'industrie manufacturière a perçu 21,3 Mds USD d'IDE en 2021/22, soit une hausse de 76% par rapport à 2020/21.

Cette hausse des IDE est rendue possible par des politiques de libéralisation engagées par le gouvernement, qui ont pour but d'éliminer les barrières réglementaires dans des secteurs autrefois protégés tels que le secteur bancaire, les télécoms, la défense, l'aviation civile, les produits pharmaceutiques ou encore la construction et les infrastructures.

En particulier, le secteur de la défense a perçu 60,8 M USD d'IDE depuis septembre 2020, période à laquelle le gouvernement avait décidé de porter la limite autorisée pour les IDE dans le secteur de la défense de 49% à 74%, et jusqu'à 100% sous réserve d'un accord avec le gouvernement.

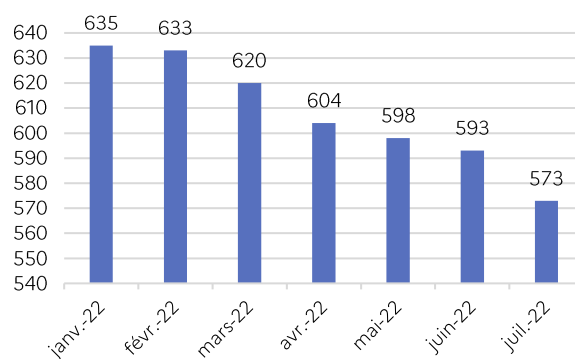
Politique monétaire

Les réserves de la Banque centrale chutent de 7,5 Mds USD en une semaine

Les réserves de change de la Banque centrale (RBI) ont chuté de 7,5 Mds USD entre le 15 et le 22 juillet, ramenées de 580,2 Mds à 572,7 Mds USD, soit une baisse de 1,3%. Ce niveau de réserves représente 9,1 mois d'importations, contre une couverture de 10 mois d'importations au mois d'avril et 12,1 mois en janvier, ce qui reflète autant la chute des réserves que la hausse du coût des importations (+20% entre janvier et mai).

Les réserves ont reculé de 31,3 Mds USD (5,2%) depuis le début de l'exercice budgétaire 2022/23 (1^{er} avril 2022 – 31 mars 2023) et de 62,3 Mds USD (9,8%) depuis le début de l'année calendaire, tandis que sur l'exercice 2021/22 les réserves avaient augmenté de 47,5 Mds USD. Cette érosion des réserves s'explique par les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes afin de limiter la dépréciation de la roupie, qui s'inscrit chaque semaine à de nouveaux plus bas historiques face au dollar (au-dessus des 79 INR pour 1 USD depuis le 1^{er} juillet et à 79,63 au 28 juillet).

Réserves de change de la RBI (MDS USD)



Finances publiques

La dette de l'Etat central atteint 58,7% du PIB en 2021/22 et la dette publique totale 82,6%

La dette de l'Etat central a augmenté de neuf points de pourcentage au cours de l'exercice budgétaire 2021/22 (avril - mars) pour atteindre 58,7% du PIB, soit 1739 Mds USD. En conséquence, la charge de la dette a été portée à 3,1% du PIB (91,5 Mds USD), soit 40,1% des recettes fiscales nettes. D'après les projections du gouvernement, la dette de l'Etat central devrait atteindre 60,2% du PIB à la fin de l'exercice 2022/23 en raison de la relance budgétaire suite à la pandémie de Covid-19. Si l'on considère la dette publique totale (Etat central et Etats fédéraux), celle-ci atteint 82,6% du PIB en 2021/22, soit 2448 Mds USD.

Pour rappel, suite à la révision du *Fiscal Responsibility Budget Management (FRBM) Act*, le gouvernement doit s'assurer que la dette publique totale et la dette de l'Etat central ne dépassent pas 60% du PIB et 40% du PIB respectivement d'ici 2024/25. Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à ramener le déficit budgétaire à 4,5% du PIB d'ici 2025/26. Le gouvernement paraît donc mal engagé pour respecter ses objectifs.

Le risque de la dette est toutefois atténué par l'importance de sa composante intérieure libellée en roupie (95%), ce qui élimine le risque de change et rend la dette davantage soutenable.

Hausse des recettes fiscales au T1 2022/23

Au T1 2022/23 (avril - juin), les recettes des impôts directs se sont élevées à 44,4 Mds USD et celles des impôts indirects à 43,1 Mds USD, soit une hausse de 41,3% et 9,4% respectivement sur une base annuelle. Parmi les raisons de cette hausse, le ministre d'Etat (*Ministry of State*) du ministère des Finances Pankaj Chaudhary a cité la reprise économique post-covid et un meilleur respect des règles suite à une série de mesures prises par le gouvernement. Il convient

cependant de noter la présence d'un important effet de base étant donné que le pays était en confinement sur l'essentiel de cette période lors de l'année précédente.

Politique commerciale

Commerce bilatéral en hausse avec le CCG

Le commerce bilatéral entre l'Inde et les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) a été porté de 27,4 Mds USD en 2020/21 à 154,7 Mds USD en 2021/22, soit une augmentation de 77% en glissement annuel (g.a). Cette croissance est largement due à la présence d'un effet de base du fait du ralentissement significatif du commerce international en 2020/21 suite à la crise du Covid-19.

Informations sectorielles

Secteur aéronautique

Audit général de la DGCA pour vérifier la disponibilité du personnel de maintenance qualifié

Après une série d'incidents techniques le dernier mois, la DGCA a décidé de lancer un audit général pour vérifier la disponibilité du personnel de maintenance qualifié. Les équipes de la DGCA avaient déjà inspecté plusieurs avions des compagnies indiennes et noté un manque de personnel de maintenance. Cela concernait en particulier des défauts d'habilitation pour les personnels techniques certifiant la remise en œuvre.

L'audit portera aussi sur l'historique des maintenances. Les listes d'équipements minimum (MEL), la disponibilité des pièces de rechange, les infrastructures et l'équipement des personnels de maintenance seront aussi inspectés.

Réduction des autorisations de vols de SpiceJet à la moitié des programmes précédemment accordés cet été

A la suite d'une série d'incidents de la compagnie, la DGCA demande à SpiceJet de n'opérer que la moitié de ses vols prévus pendant huit semaines. La compagnie passe en surveillance renforcée jusqu'à ce que des mesures correctives validées et efficaces soient prises.

53 inspections sur 48 avions de SpiceJet avaient été réalisées par la DGCA entre le 9 juillet et le 13 juillet. Aucun manquement majeur n'avait été constaté, mais dix avions ont été maintenus au sol en l'attente d'une confirmation de la rectification de tous les défauts et dysfonctionnements.

Contrat entre Vistara et Ultramain System pour la gestion de vol électronique

Vistara deviendra la première compagnie indienne à introduire un ELB (*Electronic Log Book*) pour éliminer le papier de ses opérations.

Vistara a annoncé avoir sélectionné Ultramain Systems pour l'équipement de son équipage avec des ELB. L'ELB d'Ultramain Systems remplacera entièrement le journal technique, le journal de cabine, le journal de bord et le journal de ravitaillement de l'avion. Cette application ELB installée sur des appareils iOS sera utilisée par les pilotes et l'équipage cabine.

Akasa Air ouvrira une liaison Bangalore-Mumbai le 19 août 2022

Akasa Air lancera ses opérations le 7 août avec une liaison Mumbai-Ahmedabad. Le 13 août, elle lancera une liaison Bangalore-Cochin et le 19 août, la compagnie opérera des vols entre Bangalore et Mumbai. La compagnie aérienne devrait opérer 18 avions avant la fin 2023.

Maldives

Déficit budgétaire stable (+0,5%) au S1 2021

D'après les données publiées par le Ministère des finances maldivien, les recettes publiques au S1 ont crû de 31,1% en g.a. à 13,1 Mds MVR (850 M USD). Les recettes fiscales atteignent 9,6 Mds MVR (623 M USD, +32,2%), d'abord tirées par la hausse des recettes liées au tourisme (*Tourism Goods and Services Tax, Airport Service Charges, Green Tax*), à la consommation (*General Goods and Services Tax*), aux activités commerciales et à la propriété. Les recettes non-fiscales progressent de 47,8% à 3,5 Mds MVR (227 M USD), tirées notamment par les redevances et charges (en particulier aéroportuaires), les revenus de la propriété (loyers touchés sur la location de *resorts, Land acquisition and conversion tax*) et les intérêts et dividendes. Les dons des bailleurs bi- et multilatéraux sont néanmoins en fort recul (-52,7%) à 198 M MVR (13 M USD) et ne correspondent qu'à 6,8% du montant budgété pour 2022 (2,9 Mds MVR, 190 M USD). Au total, le montant des recettes perçues jusque-là par l'Etat correspond à 54,0% des recettes budgétées pour 2022.

Les dépenses publiques ont quant à elles progressé de 21,3% au S1 à 17,8 Mds MVR (1,2 Md USD). Les dépenses courantes en représentant les trois quarts, en hausse de 20,4% à 13,5 Mds MVR (880 M USD), tirées par les dépenses administratives et opérationnelles (coûts de financement et intérêts, subventions). Les dépenses d'investissement augmentent de 24,4% à 4,3 Mds MVR (279 M USD), notamment tirées par le programme d'investissement public PSIP. Les dépenses au S1 représentent 52,3% des dépenses budgétées pour 2022.

Le déficit primaire diminue en g.a. au S1 de 21,1% à 2,9 Mds MVR (191 M USD), mais le déficit budgétaire se maintient à 4,7 Mds MVR (306 M USD, +0,5%) du fait d'une forte hausse du service de la dette (+83,2%) à 1,8 Md MVR (117 M USD).

Inflation en hausse à 5,2% en g.a. en juin

D'après le *Maldives Bureau of Statistics*, la hausse des prix à la consommation atteint 5,2% en g.a. en juin (5,3% à Malé, 5,0% dans les autres atolls), après 2,5% en mai. Les prix progressent de 0,45% en un mois, après 0,67% en mai, avant tout tirés par les transports (+3,7% en g.m., +9,2% en g.a.), les produits alimentaires et boissons non-alcoolisées (+0,8% en g.m., +5,2% en g.a.), dont le poisson (+3,4% en g.m., +7,9% en g.a.), l'ameublement (+0,48% en g.m., +3,15% en g.a.), l'habillement (+0,44% en g.m., +1,5% en g.a.), l'eau, l'électricité, le gaz et les autres carburants (+0,07% en g.m., +12,9% en g.a.), les activités de divertissement (+0,55% en g.m., +3,3% en g.a.), le tabac et le bétel (+0,52% en g.m., +7,6% en g.a.). Le coût des dépenses de santé, stable entre mai et juin, augmente de 4,4% en g.a. La hausse des prix à la consommation en juin en g.a. représente un plus haut depuis fin 2012, dans un pays habituellement marqué par une inflation faible (0,5% en moyenne en 2021), mais fortement exposé à la hausse des cours des produits importés.

Communiqué de mission du FMI

Le FMI a publié un communiqué le 26 juillet à l'issue d'une visite menée aux Maldives entre le 21 et le 29 juin. Le Fonds salue la forte reprise de l'activité économique portée par le tourisme, dont la résilience malgré la guerre en Ukraine (les entrées au S1 sont seulement 6% en-deçà de celles de 2019, année record) permet d'envisager une croissance de 8,7% en 2022, néanmoins sujette à des risques importants (ralentissement économique dans les pays sources de touristes, resserrement des conditions de financement à l'international). L'inflation est projetée à 3,1% en moyenne sur l'année, reflétant partiellement la hausse des cours des produits importés et les pressions sur la dépense publique (investissement, subventions) avant les élections de 2023.

Le FMI s'inquiète ainsi de la hausse des vulnérabilités budgétaires, tirées aussi par les intérêts de la dette, les révisions des rémunérations dans l'administration publique, le soutien continu aux entreprises publiques, par des subventions et le remboursement de dettes

contractées avec la garantie de l'Etat. Le déficit public en 2022 est projeté au-delà de 10% du PIB. Le Fonds pointe aussi le risque pesant sur la dette publique externe maldivienne, alors que des pénuries de dollars persistantes ont maintenu l'existence d'un marché des changes parallèle, les réserves de devises diminuent, et que la hausse des coûts de financement externe limite l'accès aux marchés de capitaux internationaux.

Le FMI estime que la reprise économique en cours offre l'opportunité de décider des ajustements de politique économique nécessaires : hausse des recettes et rationalisation des dépenses publiques, notamment d'investissement, limitation de l'endettement externe non-concessionnel, réforme du système de subventions tout en maintenant une assistance ciblée aux plus vulnérables, réduction de la dépendance des entreprises publiques vis-à-vis du budget de l'Etat. La hausse voulue par les autorités des TVA générale (de 6 à 8%) et touristique (de 12 à 16%) dès 2023 est accueillie comme un premier pas dans cette direction. Le FMI conduira une prochaine consultation au titre de l'article IV dans le pays en septembre.

Népal

Publication des orientations de la politique monétaire

La *Nepal Rastra Bank* (NRB) a publié ses orientations de politique monétaire, annonçant le maintien de l'inflation en deçà des 7% en glissement annuel, comme suggéré dans le plan budgétaire annuel du gouvernement. La Banque centrale a également annoncé la hausse de 3% à 4% du niveau des réserves obligatoires pour les banques et institutions financières. La Banque a en outre abaissé la limite de croissance des prêts pour l'année de 19% à 12,6%. Cette mesure a pour but de limiter l'emballement du cycle du crédit mais réduit les capacités d'importation et d'approvisionnement des entreprises.

Enfin la NRB a annoncé que les entreprises affectées par la pandémie continueront de

recevoir un soutien financier mais réduit. La Banque centrale prévoit un taux d'inflation à 14% pour les trois prochains mois.

Hausse du déficit commercial du Népal de 23% en 2021/22

Selon les chiffres du Département des douanes, le déficit commercial du Népal atteint 1 720 Mds NPR (13,5 Mds USD) en 2021/22 (mi-juillet à mi-juin) et progresse de 23% en glissement annuel, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Les importations du Népal s'élèvent à 1 920 NPR (15 Mds USD), en progression de 24,7% en g.a. Les exportations atteignent 200 Mds NPR (1,6 Md USD), en hausse de 41,7% en g.a. Le Népal importe principalement du diesel et du pétrole (respectivement 5,3% et 3,7% des importations), du gaz de cuisine (3,4%), de l'huile de soja brute (2,9%) et de l'acier et du fer (2,6%). Le Népal exporte principalement de l'huile de soja (24% des exportations), de l'huile de palme non raffinée (13%) et raffinée (7,5%), des tapis et tissus (5%) ainsi que de la jute (3%).

L'Inde est le premier partenaire du Népal, le déficit népalais vis-à-vis de l'Inde représente 1 045 Mds NPR (8,2 Mds USD) soit 61% du déficit total. Le déficit népalais vis-à-vis de la Chine, deuxième partenaire commercial du Népal, atteint 184 Mds NPR (1,4 Mds USD), soit 11% du déficit total.

Signature d'un accord d'assistance avec la JICA

Le Népal et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé un accord de subvention portant sur un programme de bourses destiné aux fonctionnaires népalais pour l'exercice 2022/23. La subvention, d'un montant de 376 millions de yens (360 M NPR et 2,8 M USD), permettra d'offrir une vingtaine de bourses à des fonctionnaires népalais pour leur permettre d'étudier dans des universités japonaises renommées, selon un communiqué publié par la JICA. L'objectif du programme est de renforcer les capacités de l'administration népalaise. Le Japon fournit des bourses aux fonctionnaires népalais depuis 2016 et 80 fonctionnaires ont déjà été diplômés.

Pakistan

Risque d'accrocs dans l'accord entre le Pakistan et le FMI: Fitch et S&P dégradent leur perspective

En dépit de l'accord conclu avec le FMI, les agences de notation Fitch et S&P prennent au sérieux le risque de cessation de paiement de l'Etat, dans le contexte de la campagne électorale ou d'une mise en minorité de l'actuel gouvernement, reposant sur une majorité disparate de onze partis. Les agences ont ainsi dégradé leur perspective de « stable » à « négative ».

Le rapport de Fitch indique que la mise en œuvre du programme de la Facilité de crédit du FMI sera très difficile compte tenu de l'incertitude quant à la stabilité politique du gouvernement au pouvoir. Pour Fitch, le « dérapage budgétaire » qui résulterait de changements de ligne politique pourrait provoquer non seulement la suspension du programme du FMI mais un risque de cessation de paiement.

Fitch considère également que même en cas de maintien au pouvoir de l'équipe gouvernementale actuelle jusqu'aux élections prévues en août 2023, le Pakistan ne parviendra pas à l'objectif d'excédent budgétaire de 0,2% du PIB qu'il s'est fixé et qui est prévu dans l'accord avec le FMI. L'agence de notation considère que l'exercice budgétaire devrait enregistrer un déficit équivalent à 1% du PIB.

Forte réévaluation des besoins de financement du Pakistan en 2022/23 par le ministère des Finances

Le ministre des Finances Miftah Ismail a annoncé que le Pakistan a besoin d'au moins 41 Mds USD de prêts au cours des 12 prochains mois pour financer le remboursement de la dette et augmenter ses réserves de change.

Le ministère indiquait au moment de la publication de la loi de Finances que les échéances de la dette publique pakistanaise pour l'année 2022/23 s'élevaient à 21 Mds USD dont 9 Mds destinés à la Chine et à l'Arabie saoudite.

Dépréciation de la roupie de 13,75% en dix jours, chute de la Bourse de 1500 pts cette semaine.

La hausse des taux de la Réserve fédérale américaine combinée avec la victoire du parti d'Imran Khan qui a gagné dimanche 17 juillet une élection partielle concernant 17 sièges dans la province du Pendjab, soulignant la fragilité de la coalition au pouvoir à Islamabad, ont entraîné une baisse de la valeur de la roupie (-13,75 % au cours des dix derniers jours).

La PKR était à 239,5 PKR pour 1 USD sur le marché interbancaire contre 161,89 il y a un an. Les acteurs de l'économie considèrent que la Banque centrale et les banques commerciales ne fournissent plus suffisamment les acteurs économiques en billets verts. Certaines banques vendraient les dollars moyennant un premium.

Les Pakistanais qui ne peuvent plus avoir recours aux devises pour préserver leurs liquidités se reportent sur l'or qui a augmenté de +7% entre mercredi 27 et jeudi 28 juillet.

Le manque de confiance de la Bourse du Pakistan (PSX) par rapport à la capacité du gouvernement à pouvoir atteindre les objectifs prévus dans l'accord avec les services du FMI, combiné avec l'inquiétude sur la capacité du gouvernement à durer, a entraîné une baisse de 1 500 pts de l'indice du PSX en une semaine. On note une remontée de 300 pts au 28 juillet.

Sri Lanka

Le FMI recommande d'engager des négociations de restructuration de la dette avec la Chine

Dans une interview donnée à Reuters, Krishna Srinivasan, Directrice du Département Asie-Pacifique du FMI, a recommandé mardi 26 juillet à Sri Lanka d'engager des démarches actives de négociation avec la Chine, premier créancier bilatéral du pays, en parallèle des négociations techniques en cours avec le Fonds. Encourageant aussi la prise de contact avec les créanciers privés, Krishna Srinivasan a indiqué que lesdites négociations techniques poursuivaient leur cours

avec le personnel de la Banque centrale et du ministère des Finances.

Le gouvernement sri lankais a quant à lui annoncé un budget révisé pour 2022 d'ici août, qui devrait comprendre des hausses supplémentaires d'impôts et intégrer la réduction des dépenses d'investissement mais aussi un programme de soutien aux populations vulnérables, et espère déboucher sur un *Staff Level Agreement* avec le FMI d'ici septembre, avant un accord au conseil d'administration du FMI sur un programme, que le gouverneur a espéré obtenir d'ici la fin de l'année. Cet accord nécessitera un compromis entre les principaux créanciers du pays, dont la Chine, sur la restructuration de la dette.

Prêt de 150 M USD de la SFI à Dialog Axiata PLC

Le prêt, d'un montant allant jusqu'à 150 M USD, permettra de soutenir les dépenses d'investissement de Dialog : développement et modernisation de tours de communication, expansion de la fibre et du réseau, extension de la 4G. Le projet doit contribuer à une forte hausse de l'accès de la population à un réseau de qualité, en particulier dans les territoires reculés, et au développement au sein de l'entreprise d'un système de gestion social et environnemental.

Dialog Axiata représente plus de 50% du marché du haut débit mobile et fixe à Sri Lanka. L'entreprise, détenue à 83% par le groupe malaisien Axiata Group, présent dans six pays d'Asie et couvrant 160 millions de clients, a déjà plusieurs fois eu recours à des financements de la SFI (prêts et prise de participation). Alors que les services de télécommunication mobile y sont fortement répandus (32 M de souscriptions, soit un taux de pénétration de 149% contre 85% en moyenne dans les autres pays d'Asie du sud) et que le pays figure d'après l'*International Telecommunications Union* parmi les 20 premiers mondiaux (sur 141) pour l'accessibilité du haut débit, Sri Lanka n'atteint que la 125^e place pour la vitesse de téléchargement, en raison de la forte dépendance à l'internet mobile et à des technologies comme la 3G.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Négative	B-	Négative	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :
Crédits photo :

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr
© DG Trésor